



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 340 du 23 juin 2024

Contre Macron-Bardella, sans compter sur le Front populaire, Contre le nationalisme, la guerre et le capitalisme, Prenons le parti des travailleur.es, votons révolutionnaire !

A lors que la chronique des alliances, des retournements et des règlements de compte continue d'alimenter la vie du monde politique parlementaire et ses rivalités pour les places, le bloc réactionnaire Macron-Bardella répand sa haine des classes populaires. Le double jeu de Macron a cédé la place à une campagne en écho de celle du RN utilisant les mêmes mots et flattant les mêmes préjugés racistes, un Macron tellement déconsidéré que ses propres ministres font campagne sans lui voire contre lui.

Un fait divers odieux où se mêlent violences sexuelles et racisme, antisémitisme a déclenché une campagne abjecte au nom de la lutte contre l'antisémitisme accusant celles et ceux qui dénoncent la guerre génocidaire d'Israël d'être responsables du climat délétère qui conduit des jeunes à de tels actes insupportables. Ce sont bien ces accusateurs démagogues qui portent la responsabilité de la décomposition sociale et politique en cours, eux qui soutiennent le génocide de Netanyahu lequel justifie les massacres contre le peuple palestinien en se revendiquant d'une « *guerre de civilisation* », guerre de l'Occident contre le monde arabe. Eux qui, en Ukraine aussi, se revendiquent de la défense de l'Occident pour justifier leur guerre par procuration qui sacrifie le peuple ukrainien à la défense de leurs propres intérêts.

En Nouvelle-Calédonie, onze militant.es du CCAT ont été arrêté.es dont le leader du mouvement à l'origine du légitime soulèvement contre la réforme du corps électoral incarcéré en Métropole ainsi que 6 de ses camarades dans la sinistre tradition de la répression coloniale. Darmanin-Macron qui disent défendre le droit des peuples nient les droits des kanaks à l'autodétermination, au nom de la défense de la France et de l'Occident dans le pacifique !

Là encore, cette politique coloniale défend les intérêts des classes dominantes et les privilèges de celles et ceux qui les servent comme le firent dans le passé et le font encore les partis qui composent le Nouveau Front populaire.

C'est bien cette politique de défense des intérêts capitalistes, politiques, d'exploitation des travailleurs et des peuples, qui tire toute la société en arrière, sème la mi-

sère et dresse les peuples les uns contre les autres, engendre le racisme que les politiciens flattent pour diviser les classes populaires.

Ces élections piégées à la convenance de Macron sont une démonstration et un accélérateur de la décomposition sociale et politique en cours. Elles ne visent qu'à lui donner une majorité pour rester au pouvoir et servir les intérêts de la grande bourgeoisie en s'appuyant sur le RN. Droite, extrême-droite, gauche se disputent pour participer d'une façon ou d'une autre à cette cohabitation et pour savoir qui sera le premier ministre de Macron... Quel que soit le résultat de cette compétition perverse et truquée, au final elle profitera au bloc réactionnaire, de la macronie au RN.

Certes, la politisation en cours, les multiples rassemblements et manifestations comme ce dimanche avec *Alertes féministes*, la discussion qui se déroule dans le pays, sur les lieux de travail, d'habitation, dans les syndicats et associations, la mobilisation électorale pour aller voter le 30 pourrait profiter au Nouveau front populaire. Nous sommes solidaires de toutes celles et ceux qui veulent empêcher « *l'union des droites* » voulue par Bolloré mais ils ne peuvent compter sur l'attelage électoral qui va de Poutou à Hollande et Rousseau qui a piloté la réforme des retraites avec Borne sans oublier Villepin. Comme dans le passé la gauche, celui-ci est incapable d'apporter une réponse à la faillite du capitalisme. Il cherche à nous convaincre qu'il serait possible de le replâtrer, illusions, duperie qui au final désarment les travailleur.es.

Pour ces derniers, rien de bon ne peut sortir de cette mascarade électorale. Une cohabitation du Front populaire avec Macron, de cette gauche qui a préparé, par ses capitulations, la montée du FN puis du RN, serait le plus court chemin vers la victoire de Le Pen à la présidentielle. Une seule force peut enrayer ce processus délétère, le monde du travail s'il parvient à se donner les moyens de formuler ses exigences et de construire son unité en toute indépendance de la mascarade électorale pour postuler lui-même au pouvoir pour en finir avec la domination capitaliste.

La valse des promesses électorales et les inquiétudes du patronat

Jeudi, les candidats des partis parlementaires étaient invités par le patronat à exposer leur programme économique et social, un étrange mélange de démagogie à l'égard des classes populaires et de gestes d'allégeance au Medef. Patrick Martin, son patron, s'était inquiété des « *programmes de rupture* » du RN et du Nouveau Front Populaire qui seraient « *dangereux pour l'économie* », entendez dangereux pour les intérêts du patronat. En réalité, le patronat n'est pas très inquiet et n'a guère de raison de l'être de ce qu'au pouvoir sous la houlette de Macron les uns ou les autres pourraient faire qui lui nuise. D'ailleurs chacun s'emploie à rassurer, le RN avance à reculons en particulier sur les retraites et le Medef sait à quoi s'en tenir avec les promesses de la gauche. Ce ne sont pas les propos de Vallaud du NFP demandant « *un effort de patriotisme économique* » aux milliardaires qui les font trembler ! D'autant qu'ils savent que l'État a les moyens de mettre au pas les velléités réformatrices d'un gouvernement totalement dépendant des banques et de la dette.

En réalité, ce que craint le Medef, c'est que les intéressés, le monde du travail, se mêlent de trop au débat. Certes une grande confusion règne dans la confrontation des dits programmes et de leurs financements mais tout le monde comprend bien qu'il y a un problème avec les salaires, l'inflation, la liquidation des services publics, la santé, l'éducation, que la société est confrontée à une crise sociale et politique que les pires démagogues d'extrême droite voudraient instrumentaliser au profit de leurs ambitions. Le Medef craint que l'effondrement de Macron, cible de tous les ressentiments, ne réveille un débat démocratique au sein du monde du travail et de la jeunesse sur l'absurdité d'un système inégalitaire et injuste qui ne profite qu'à une minorité parasite qui ne cesse de s'enrichir quand tout va mal. Ils craignent que les travailleur-es se passent d'avocats, politiciens ou syndicalistes, pour se défendre eux-mêmes, faire entendre leur voix. Ils craignent que les travailleurs ne s'emparent du débat pour formuler eux-mêmes leurs exigences et discuter des moyens de les satisfaire, s'organiser, faire de la politique par eux-mêmes et pour eux-mêmes.

Pour 2023, les entreprises du CAC 40 annoncent un chiffre d'affaires cumulé de 1 736 milliards d'euros et des profits en hausse de 4 %, à 149 milliards. Grâce à l'inflation, elles ont globalement réussi à préserver leurs marges et ont augmenté les dividendes versés aux actionnaires à 73 milliards.

En 2023 encore, le gouvernement a transféré aux patrons 160 milliards d'euros d'argent public sans contrepartie, auxquels il faut ajouter les millions distribués par les collectivités territoriales.

Le patrimoine professionnel de Bernard Arnault, l'homme le plus fortuné de France, et de sa famille est estimé à 203 milliards d'euros selon le classement 2023 du magazine

Challenges. Pour accumuler autant, une personne rémunérée au smic devrait travailler douze millions d'années et épargner tout ce qu'elle gagne. Ou, mesuré autrement, Arnault pourrait acquérir l'ensemble des logements de la ville de Marseille et de ses 870 000 habitants. En prime, il pourrait s'offrir les logements de la ville de Nantes. Les dix plus grandes fortunes du pays possèdent un patrimoine équivalent à la valeur des logements des grandes villes du pays hormis Paris !

Ces richesses, ce sont les travailleuses et les travailleurs qui les produisent. De l'argent il y en a, il faut le prendre et non seulement le prendre mais réorganiser l'ensemble de la production et de la répartition des richesses en fonction des intérêts de la collectivité et non d'une minorité parasite et prédatrice et pour cela en finir avec la propriété capitaliste.

Le Nouveau front populaire se pliera à la volonté de la bourgeoisie comme la gauche l'a toujours fait

Le programme « *de rupture* » du Front populaire va « *ralumer la flamme de l'espoir* » explique *l'Humanité*. La gauche aurait rendez-vous avec l'histoire, elle en a manqué tellement que l'on peut comprendre qu'elle confonde les rendez-vous électoraux fixés par le pouvoir avec les rendez-vous avec l'histoire ! Ce moment historique serait un gouvernement de cohabitation dont personne ne peut dire la configuration exacte ni jusqu'à quel compromis les dirigeants de ce dit Front populaire pourraient aller sous couvert de faire barrage au RN.

Et, faut-il le rappeler, les acquis de 36 n'ont pas été octroyés par Blum et Thorez mais arrachés par la lutte, les occupations d'usines, la mobilisation de la classe ouvrière, la grève générale pour être ensuite remis en cause par Daladier, puis Pétain une fois la classe ouvrière désarmée, le Parti communiste soutenant l'accord Hitler-Staline, avant que la majorité des députés socialistes ne donnent les pleins pouvoirs à Pétain !

Et la gauche d'aujourd'hui n'est même pas celle de Léon Blum ou Thorez, elle est totalement intégrée au système, mène depuis 40 ans au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire des politiques libérales, 40 ans de politique antisociale, elle est façonnée par ses reniements, ses mensonges, ses capitulations, le nationalisme et le souverainisme, ses luttes et rivalités intestines. Il n'y a rien à attendre d'elle.

Elle s'inclinera sans difficulté devant le mur de la dette qu'agitent Le Maire et la commission européenne. Il faut lutter contre les déficits pour continuer d'alimenter les profits patronaux, faire face à la concurrence mondialisée et son corollaire, le militarisme et la guerre.

Lundi, avant de céder sa place, le secrétaire général de l'Otan, Stoltenberg, s'est félicité que « *23 pays alliés allaient cette année dépenser 2 % ou plus de leur PIB pour la défense* », exigence formulée par Trump et, en visite à Washington, il a annoncé à Biden que les pays membres de l'Otan « *augmentaient cette année leurs dépenses mili-*

taires de 18 %. C'est la plus forte augmentation depuis des décennies ». « Un record », a renchéri Biden, une politique avec laquelle le NFP ne veut pas rompre lui qui s'engage à assurer « la livraison d'armes nécessaires » pour « défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières ».

Oui, un record de ce capitalisme prédateur et destructeur, des États qui le servent, soumis aux banques qui le financent et décident des taux d'intérêt qu'elles leur imposent et qui s'empressent de payer leur tribut au capital, une rente !

Et il ne vient pas à l'idée de cette gauche de « rupture » d'annuler la dette, de créer un monopole public bancaire en expropriant les gros actionnaires pour reprendre le contrôle de sa politique économique pour répondre aux besoins de la population.

Pas question pour cette gauche bourgeoise de remettre en cause la propriété capitaliste des moyens de production et d'échange, elle n'imagine pas autre chose que d'aller au pouvoir pour la servir, quoi qu'il en coûte, ce qu'elle a toujours fait.

Ni relativiser ni dramatiser comprendre pour, collectivement, faire vivre notre programme démocratique et révolutionnaire, nous organiser, nous unir

Tous les partis institutionnels nous appellent à faire vivre la démocratie, à aller voter, mais nous ne déciderons de rien. Leur démocratie est censurée, bâillonnée. D'abord parce que l'État s'est lui-même et volontairement soumis aux financiers qui tiennent les cordons de la bourse et décident. Ensuite, parce que les capitalistes détiennent les moyens d'information pour nous abreuver de leur propagande réactionnaire. Bolloré en est l'exemple le plus choquant, maître d'œuvre de l'union des droites. Et enfin parce que le capitalisme a atteint son stade ultime, sénile, il ne peut tenter de se survivre qu'en poussant à l'extrême l'exploitation de l'homme et de la nature au prix du risque d'une guerre mondialisée, nucléaire et d'une catastrophe écologique en cours.

Les droits démocratiques et les droits fondamentaux ne peuvent être préservés sans s'attaquer aux classes dominantes, à l'extrême concentration du pouvoir économique, à sa dictature ici, en France, en Europe ainsi que dans le monde entier.

Bardella, tout comme Macron le fut, est un produit de ce système pourri et corrompu, des pantins fabriqués dont la seule colonne vertébrale est l'ambition personnelle et le système qui les porte. La machine évolue de plus en plus à droite en fonction de l'évolution globale de la politique des classes dominantes engagées dans une guerre économique dont la seule issue est la faillite, le krach, la guerre. L'ensemble de son personnel politique se plie à leurs exigences, dominé par leur propre logique, la servile adaptation aux puissants.

La seule voie pour enrayer cette marche à la faillite mortifère, destructrice, militariste dont la guerre d'Israël est un sanglant prélude est la révolte des travailleurs et des peuples, leur union par-delà les frontières.

Ces élections quels qu'en soient les résultats se retourneront contre les classes populaires. Elles peuvent cependant nous permettre de donner le signal du refus, de dire non, non à Macron-Bardella, non aussi à celles et ceux qui voudraient nous faire faire un geste de capitulation à ce premier tour en donnant notre voix à l'attelage hétéroclite et bancal du Nouveau Front populaire et, encore une fois, pour faire barrage à l'extrême droite comme les mêmes appelaient à voter Macron !

Notre bulletin de vote peut être un encouragement à la lutte, à la révolte, une dénonciation des capitulations pour lever le drapeau de la contestation sociale et politique, défendre un programme démocratique et révolutionnaire.

Il n'y a pas un seul problème social auquel sont confrontées les classes populaires à travers le monde qui puisse être résolu en dehors d'une restructuration fondamentale de la vie sociale et économique, c'est à dire la conquête de la démocratie, du droit de décider, du pouvoir par la lutte des classes et non des élections triquées pour procéder à la réorganisation socialiste de la vie économique. Pour défendre ses propres droits et intérêts le monde du travail a besoin d'affirmer son indépendance politique. Depuis 2016, et la lutte contre la loi travail, la rupture entre le monde du travail et la gauche institutionnelle, la gauche de gouvernement s'est approfondie ainsi que la méfiance à l'égard des appareils syndicaux après la défaite du mouvement pour les retraites. Loin de se laisser piéger par les illusions électorales, les travailleurs ont besoin de consolider cette rupture. Il est nécessaire d'imaginer, de penser, de construire, collectivement et démocratiquement une autre perspective, une autre organisation indépendante des institutions, un parti de classe, un parti des travailleurs.

Notre vote sera un encouragement à la prise de conscience, la compréhension que la situation exige et rend possible la naissance d'un parti des travailleurs démocratique et révolutionnaire. Ce qui était nécessaire et possible dans la foulée de la chute du Mur et de l'effondrement de l'URSS et du stalinisme comme du discrédit de la gauche socialiste et communiste après les années Mitterrand, après la présidentielle et le mouvement de novembre-décembre 1995 est aujourd'hui non seulement possible, nécessaire mais urgent.

Pour dire que nous en sommes et ne comptons que sur nous-mêmes et notre capacité à nous organiser, votons révolutionnaire, votons Lutte ouvrière.

Démocratie Révolutionnaire